

Questions orales

M. Chrétien: Le gouvernement canadien estime que, pour ce qui est du dollar, la Banque du Canada intervient pour assurer le fonctionnement ordonné du marché.

LA HAUSSE PRÉVUE DU TAUX DE CROISSANCE—L'INCIDENCE SUR L'EMPLOI

M. Bob Rae (Broadview): Monsieur l'Orateur, j'ai moi aussi des questions pour le ministre des Finances. Dans son exposé budgétaire du mois d'avril, le ministre a déclaré prévoir «près de 5 p. 100 de croissance réelle de la production... (ce qui) devrait permettre une légère diminution du chômage.» En fait, le ministre a admis dans le budget qu'il a présenté hier soir, que le taux de croissance pour l'année 1978 serait inférieur à 4 p. 100 et bien entendu que le chômage avait augmenté dans notre pays depuis le mois d'avril dernier.

● (1117)

Des voix: Voyons!

M. Rae: Puisqu'on prévoit un taux de croissance de 4 à 4.5 p. 100, le ministre peut-il dire à la Chambre si le chômage va baisser au cours de 1979 et si oui, de combien?

[Français]

L'hon. Jean Chrétien (ministre des Finances): Monsieur le président, j'ai déclaré dans mon budget qu'à mon avis la croissance économique pour 1978 sera d'environ 4 p. 100 et qu'avec une croissance économique de 4 p. 100 en 1978, au mois d'octobre 1978, par rapport au mois d'octobre 1977, le chômage avait diminué d'un dixième de point. Je crois qu'avec une diminution de l'inflation au Canada, l'accroissement des investissements dans le secteur privé et les programmes d'emploi mis de l'avant par le gouvernement fédéral, si tout cela se réalise, il devrait y avoir une diminution du chômage au cours de l'an prochain si, évidemment, le taux de participation de la main-d'œuvre n'augmente pas trop rapidement.

[Traduction]

M. Rae: Monsieur l'Orateur, il convient de noter que le ministre n'a pas précisé dans le budget à combien se chiffrerait le chômage. Il fonde ses prévisions sur la croissance nationale réelle en partant du principe que celle des États-Unis se montera à 3 p. 100. Étant donné que le ministre semble bien être le seul de tous les spécialistes des prévisions à penser que le taux de croissance américain sera aussi élevé, peut-il dire à la Chambre pourquoi il a volontairement opté pour une politique de fort chômage qui place le Canada en tête de tous les pays du monde sur ce plan?

[Français]

M. Chrétien: Monsieur le président, hier j'ai présenté un budget aussi stimulant que je pouvais le faire. Nous avons réduit les impôts des particuliers par l'indexation à 9 p. 100, nous les avons réduits par la hausse de la déduction pour les frais relatifs à un emploi pour les ouvriers au Canada, nous avons réduit les contributions que les ouvriers doivent faire pour l'assurance-chômage, et en ce faisant, en augmentant le pouvoir d'achat des travailleurs au Canada, au surplus nous avons réduit la taxe de vente, ce qui devrait diminuer d'un

demi p. 100 le taux de l'inflation, et aider encore à augmenter le pouvoir d'achat des Canadiens. Je suis bien étonné qu'avec une politique stimulante comme celle-là, qui était proposée—et je pense à la réduction de la taxe de vente—par le Nouveau parti démocratique, aujourd'hui le député vient dire que ce sont de mauvaises politiques. Il s'agit de politiques que les néo-démocrates eux-mêmes ont proposées.

[Traduction]

M. Rae: Monsieur l'Orateur, nous ne voulons pas nous louer de ce budget. Que le ministre le sache. J'aimerais lui poser une dernière question.

Puisque les marchés du logement et de la construction sont en butte à la morosité et que les taux d'intérêt en vigueur, le prix de vente des terrains et les bénéfices réalisés par les grands promoteurs font qu'il est impossible, pour le salarié canadien, d'accéder à la propriété, le ministre peut-il expliquer pourquoi la seule proposition faite en matière de logement dans son budget vise à accorder des avantages considérables aux spéculateurs fonciers et aux promoteurs immobiliers?

Une voix: Les conservateurs!

M. Chrétien: Monsieur l'Orateur, nous avons instauré par le passé d'excellents programmes dans le secteur du logement, programmes qui sont d'ailleurs encore en vigueur. Ces dernières années, nous avons réussi à créer annuellement plus de 250,000 nouvelles unités de logement.

Des voix: Oh, oh!

M. Chrétien: Ces chiffres correspondent exactement aux objectifs qu'avait proposés le Conseil économique du Canada en matière de construction de logements. Les fonds que nous consacrons à ces programmes sont destinés à venir en aide aux gagne-petit. Nous estimons, à l'instar de nombreux observateurs, qu'à l'heure actuelle les Canadiens sont probablement les gens les mieux logés du monde.

[Français]

ON DEMANDE SI LES BUDGETS DES PROJETS CANADA AU TRAVAIL SERONT AUGMENTÉS POUR PALLIER LE CHÔMAGE

M. Richard Janelle (Lotbinière): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre de l'Emploi et de l'Immigration.

Vu le budget que le ministre des Finances a présenté hier soir, budget qui semble beaucoup plus générateur de chômeurs que générateur d'emplois, est-ce qu'à l'intérieur de son ministère on a l'intention d'augmenter les budgets pour les projets Canada au travail, projets qui sont créateurs d'emplois?

[Traduction]

L'hon. Bud Cullen (ministre de l'Emploi et de l'Immigration): Monsieur l'Orateur, si le député interprète ainsi le budget, il est manifestement dans l'erreur. Je suis heureux que mon collègue n'ait pas cédé à la tentation d'appliquer le genre de stimulants que proposait l'opposition, car, sur le plan fiscal, de telles mesures auraient été irréfléchies et auraient vraiment fait perdre des emplois aux Canadiens.